



Campagne UCR-CGT 2025



**Reconquérir
une Sécurité sociale
solidaire et intégrale**

QUELQUES RAPPELS HISTORIQUES

Inspirée du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), la Sécurité sociale est créée en 1945 par Ambroise Croizat, ministre du Travail.

**« RÉPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS
ET AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS ».**

Un principe de solidarité fort
**« chacun cotise selon ses moyens
et reçoit selon ses besoins »**

DES VALEURS FONDATRICES

- **Unicité** : Institution unique et obligatoire couvrant l'ensemble des risques sociaux (maladie, vieillesse, décès, invalidité, accidents du travail, famille).
- **Universalité** : Tous les citoyens doivent en bénéficier, pour tous les risques sociaux, quelle que soit leur profession et leur situation personnelle.
- **Solidarité** : Pierre angulaire du système
 - ✓ intergénérationnelle
 - ✓ malades/bien portants
- **Démocratie** : Élections des administrateurs par les salarié·es.

DES PRINCIPES ATTAQUÉS DEPUIS 80 ANS

- **Accès libre aux besoins** de chaque citoyen.
- **Démocratisation de la gestion de la Sécu** par les représentant·es des salarié·es.
- **Une caisse unique** pour une Sécu intégrale
- **Financement par les cotisations sociales** calculées sur la masse salariale.

LA SÉCU

SOCLE DE LA PROTECTION SOCIALE

- La Protection sociale comprend l'ensemble du système santé et retraite.
- La Sécurité sociale en est le socle avec 73% des dépenses. Elle joue un rôle d'amortisseur des crises économiques, boursières et sanitaires. Elle joue un levier social absolument bénéfique, pour les salarié·es, la population et le pays.
- Adossés à la Sécurité sociale, les complémentaires santé et de retraites, les mutuelles, le régime d'assurance chômage, les allocations et aides, telles que le RSA, AAH, APL, Aspa. Mais aussi le réseau des cliniques, Ehpad, médecine de ville, pharmacies.

DES RÉFORMES ONT REMIS EN CAUSES CES VALEURS

1967

- **Démantèlement** du régime général avec la création de 3 caisses distinctes: Cnam, Cnaf Cnav.
- **Suppression** des élections aux conseils d'administration, introduction du paritarisme.
- **Création** de l'Agence centrale des organismes de la Sécurité sociale (Acoss) pour la gestion de la trésorerie.

1991

- **Remise en cause** du financement par la cotisation sociale avec la création d'un impôt, la Contribution sociale généralisée (CSG)

QUELQUES DATES...

1994

- Indépendance de gestion de la branche Accidents de travail et Maladies professionnelles AT/MP.

1998

- Création de la Carte vital.

2000

- Création de la Couverture maladie universelle (CMU).
Permettre à toute personne française et étrangère en France d'accéder aux soins.

2018

- Intégration des indépendants et étudiants dans l'Assurance maladie.

UNE NOUVELLE BRANCHE « AUTONOMIE »

- **Loi du 7 août 2020 création de la branche Autonomie,** gérée par la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie).
- **Financée par la CSG (88 %), CSA* « Journée de solidarité »** pour les salarié·es et **Casa* 0,3% de cotisations** pour les retraité·es assujettis à la CSG.
 - * *CSA : Contribution solidarité autonomie*
 - * *Casa : Contribution additionnelle solidarité autonomie*
- **Finance les maisons** pour personnes handicapées (MDPH), les Ehpad, l'aide aux personnes non autonomes (Apa, PCH, etc.)

LE VEILLISSEMENT DE LA POPULATION, UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

- **1,4 millions personnes** sont en perte d'autonomie
Ils seront **4 millions** à l'horizon **2050**
soit **16 à 17%** des plus de 60 ans.
- **620 000 personnes d'entre eux**
sont en établissement parmi les 7443 Ehpad.
- **Besoin de doubler le nombre de places**
en d'hébergement d'ici 2050.
- **Besoin de créer 200 000 emplois en Ehpad**
et **100 000 pour l'aide à domicile.**

FSV (Fond de solidarité vieillesse)

Créé en 1993 ce fond a vocation de financer des dépenses de solidarité vieillesse, Sécu et complémentaire, comme :

Le Mico

(Minimum contributif pour les petites retraites) ;

Cotisations retraites pour des périodes non travaillées (ex. chômage).

- Financement par la CSG essentiellement.

UN BUDGET QUI ÉCHAPPE AU CAPITAL

(Milliards d'euros)

PIB	2 608
Budget de l'État	350
Dépenses protection sociale	888
dont la Sécurité sociale	642,90

- Maladie 253,3
- Vieillesse 293,6
- Famille 57,9
- At-M 16,1
- Autonomie 39,9
- FSV 20,6

année 2024

UN DÉFICIT MAINTENU

Après avoir presque atteint un équilibre en 2019, la **Sécurité sociale** enregistre un déficit de **10,7 Mds d'euros en 2023** et estimé à **18,1 Mds pour 2024**.

• Maladie	<u>-14,6 Mds</u>
• ATM MP	+0,7 Mds
• Vieillesse	<u>-6,3 Mds</u>
• Famille	+0,4 Mds
• Autonomie	<u>-0,9 Mds</u>
• FSV	+0,8 Mds

2,8% du budget

UNE SÉCU EN MANQUE DE RECETTES

- Sur la période 2019 – 2024

Recettes + 117,1 Mds

Dépenses + 151 Mds

Alors qu'évoluent les besoins.

- Vieillissement de la population (santé, autonomie)
- Un élargissement des assuré·es (auto-entrepreneurs, indépendants)
- Une inflation des prix plus forte
- Un système de santé en difficultés (Hôpital public et Ehpad).
- Un impact de la Covid estimé à 19 Mds.

DÉTOURNEMENT DES COTISATIONS SOCIALES LORS DES PLFSS

Au nom de la compétitivité des entreprises, le Gouvernement **exonère chaque année les entreprises des cotisations sociales**, considérées comme « charges » par les libéraux et le patronat.

- En 2024, cela représente plus de 88 Mds d'exonération de cotisations sociales, issues du travail.
- Depuis 1993, cela représente un total de 559 Mds cumulés.

UNE POLITIQUE DE FINANCIARISATION

- Depuis 1991 mise en place de la CSG, la part des **cotisations sociales** dans le financement de la Sécu est passée de 86,8% à 57% en 2024.

• CSG	20%
• TVA + Impôts	18%
• Autres	5%

**Cette fiscalisation croissante
représente 276 Mds d'euros
supportés par les ménages**

UN DÉFICIT AU SERVICE DU CAPITAL

- Depuis janvier 2019, l'État ne compense pas la totalité des exonérations de cotisations sociales qu'il décide d'attribuer aux entreprises.
- Depuis plusieurs années **on assiste à une étatisation** du budget de la Sécurité sociale intégré dans les comptes publics et donc du déficit public.
- Macron et patronat font du **financement de la Sécu une variable d'ajustement** pour la compétitivité des entreprises, les dividendes aux actionnaires.

UN ENDETTEMENT QUI REPOSE SUR LES SALARIÉ·ES ET LES RETRAITÉ·ES

- Une dette (242,6 Mds) transférée à la Cades jusqu'en 2033 est supportée par les salarié·es, les retraité·es, les chômeur·euses et les apprenti·es, avec les calculs :
 - **CRDS**
(Contribution remboursement de la dette sociale)
 - **CSG**
- **La Sécurité sociale continue d'emprunter** sur les marchés financiers pour 46 Mds en 2023
- **Les ménages remboursent** les 22 Mds par an

LES COTISATIONS SOCIALES

- **En 2018**, le gouvernement décide d'augmenter la CSG avec un allègement des cotisations maladie au nom de l'augmentation du salaire.
- Depuis, l'idée d'augmenter le salaire net par un abaissement des cotisations sociales devient un enjeu majeur soutenu par Macron, la droite et le RN.

Alors que 75% de la population se prononcent pour le maintien de la Sécu et une retraite à 60 ans

RECONQUÉRIR LE SALAIRE SOCIALISÉ

- Supprimer les cotisations sociales, c'est mettre en danger le financement de la Sécurité sociale et le niveau des retraites.
- **Il faut combattre l'idée** que la cotisation sociale est un coût, une charge.
- Au contraire, **les cotisations sociales nourrissent la solidarité.** Liées au travail, à la création de valeur ajoutée, à l'emploi, à l'intérêt général.

**Le salaire socialisé
c'est de la naissance jusqu'à la mort**

NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE EN DANGER !

Patronat et Gouvernement veulent faire évoluer le financement de la Sécu **vers la fiscalisation et une étatisation de son budget.**

Depuis 1996, l'Assemblée nationale vote le **PLFSS*** instaurant le principe d'une loi organique du financement de la Sécurité sociale, **piloté par l'État**, afin de mieux l'articuler aux arbitrages globaux sur les finances publiques.

*(*Projet de loi de Financement de la Sécurité sociale)*

PLFSS 2025 : UN DÉFI À RELEVER

- Le projet du Gouvernement Macron intègre le budget de la Sécurité sociale dans celui du budget de l'État et de la dette publique.
- Un pilotage financier sur la base « d'une règle d'or ». Instaurant un budget défini pour la branche maladie avec l'ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance maladie).

Fixer les dépenses, non en fonction des besoins de la population, mais dans le cadre d'une « enveloppe » définie pour les hôpitaux, les Ehpad, l'handicap, les soins de ville

UNE PRESSION LIBÉRALE

- Denis Kessler déclarait « *Un fenêtre historique se présente pour refonder notre système de protection sociale avec une gouvernance d'entrepreneurs et d'assurances privés* ».
- La droite est « pour fixer les dépenses non en fonction des besoins mais en fonction des recettes et d'une baisse des prélèvements obligatoires ».
- Le Medef propose de créer un fond de pensions privé par capitalisation à la place de toutes cotisations sociales.

RETRAITE, UNE BATAILLE SOCIALE

- La réforme de 2023 porte l'âge légal à la **retraite à 64 ans**.
- Une **augmentation du Mico*** de **100 €**, pour les carrières complètes, en fusionnant l'allocation de solidarité et le minimum vieillesse.
(*Minimum contributif)
- **Suppression des régimes spéciaux.**
- Application de la « règle d'or » avec un **niveau des retraites ajusté en fonction des recettes et du nombre de retraité-es.**

QUE DIT LE CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES (COR) EN 2024

*« Malgré le contexte de la crise sanitaire
et le vieillissement progressif
de la population, l'évolution
des dépenses de retraite resterait maîtrisée à
l'horizon 2070 »*

Mais il projette une baisse des pensions retraite
du régime général
entre 31,6 % et 36,5 % en 2070
contre 50,1 % actuellement.

LA CGT REVENDIQUE

- Départ à la retraite à 60 ans
- Taux de remplacement à 75 % du revenu sur les 10 meilleurs années
- Pas de retraite en-dessous du Smic
- Indexation des pensions sur l'évolution moyenne des salaires
- Égalité du niveau des salaires femmes/hommes
- Meilleures salaires et création d'emploi
- Validation des années d'études et de recherche d'emploi.



POUR UNE RECONQUÊTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

- Pour une **Sécurité sociale intégrale**.
- Un financement assis uniquement sur le travail pour un **100% cotisations sociales**.
- **La suppression de la CSG** remplacée par la cotisation sociale.
- **Arrêt des exonérations** de cotisations.
- **Réforme du financement** en mettant à contribution les primes, l'intéressement, la participation.

DÉFENDRE ET ÉTENDRE LE FINANCEMENT

- **Rétablissement des impôts** pour les entreprises en fonction des politiques salariales et de l'emploi.
- **Taxation** sur les dividendes et rachats d'actions.
- **Création d'une taxe** sur les transactions financières.
- **Rétablissement** de l'impôts sur la fortune (ISF).
- Lutte contre **l'évasion fiscale** (90 milliards annuels).

PLACE AU DÉBAT ET À L'ACTION

**UN DOSSIER UTILE
POUR MENER
UNE CAMPAGNE CGT**

